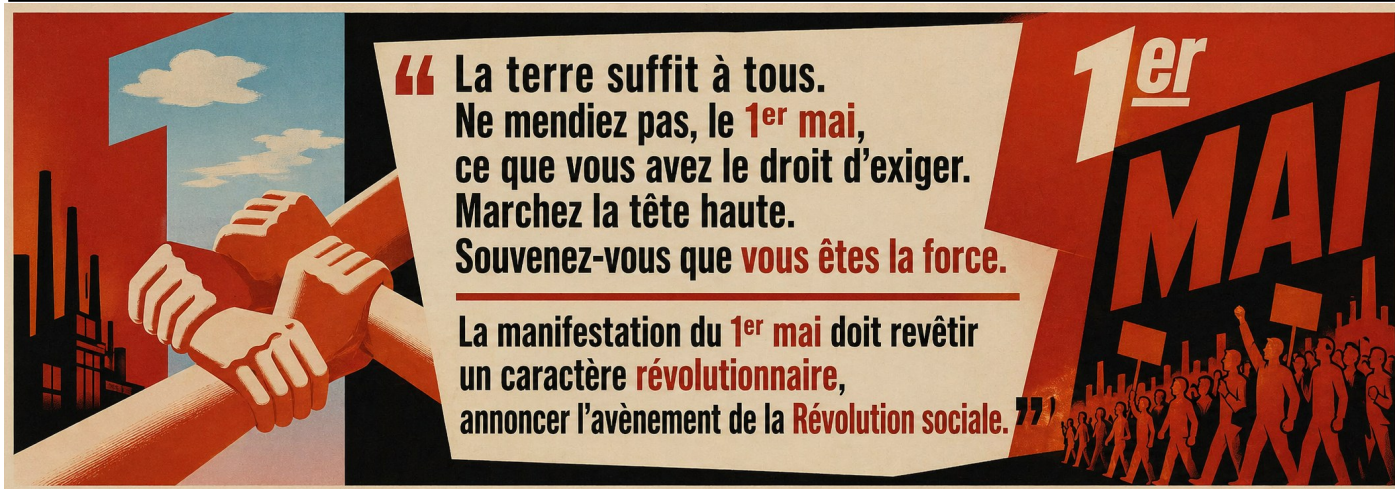




LE MANIFESTE

Bulletin n° 35 - spécial 1^{er} mai 2026 - Bimestriel - 1 €

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI



Voici l'appel de Louise Michel au 1^{er} mai 1890.

Elle faisait écho à la grande grève du 1^{er} mai 1886 à Chicago, féroce ment réprimée.

Initialement jour de grève pour la journée de 8h, le 1^{er} mai est très vite devenu un symbole international de la lutte des classes, une journée de lutte et un symbole de la détermination de la classe ouvrière contre la répression, comme celle à Fourmies en 1891, qui fit neuf morts, dont deux enfants.

En 1917, l'URSS déclare ce jour chômé et payé.

La bourgeoisie a toujours haï le 1^{er} mai et ce qu'il représente. C'est pourquoi les fascistes et les nazis tentèrent de le récupérer et de le détourner de son but premier. Ainsi Pétain, le transforma en « fête du travail et de la concorde nationale » et remplaça le triangle rouge (symbole de la revendication des 8h de travail, 8h de sommeil et 8h de loisir) et de la fleur d'églantine (en mémoire des ouvriers morts à Fourmies) par le brin de muguet, symbole du printemps. Mais en 1947, sous l'égide du Ministre du Travail communiste Ambroise Croizat, le 1^{er} mai retrouve ses couleurs et est réinstitué jour chômé et payé.

La classe bourgeoise et ses valets politico-médiatique ne désarment pas. Et c'est tout naturellement qu'en 2025, des parlementaires de la macronie à l'extrême-droite ont tenté de revenir sur l'impossibilité d'imposer aux salariés de travailler un 1^{er} mai. Les médias dominants ont tout aussi naturellement fait écho au débat et relayé les arguments réactionnaires.

Quelques mois plus tard, des députés Renaissance ont déposé une proposition de loi autorisant certains secteurs à obliger leurs salariés à travailler le 1^{er} mai. Toute la droite des macronistes au RN a soutenu cette proposition.

Face à la levée de bouclier massive des syndicats et des partis de gauche, la proposition a

été suspendue.

C'est là notre première victoire !

Mais ne nous y trompons pas, ils attaqueront de nouveau.

En effet, aujourd'hui la fascisation est une réponse à la crise de l'impérialisme européen et américain. L'arrivée au pouvoir des fascistes doit permettre aux capitalistes occidentaux de reprendre leur hégémonie sur le reste du monde en facilitant leur politique de guerre généralisée. Elle doit aussi rendre possible, pour sauver les rentes de la bourgeoisie, l'attaque contre tous les conquies de la classe ouvrière. De fait, elle cherche à faire payer la crise aux travailleurs par la destruction systématique des protections juridiques (lois travail 1 et 2) et sociales (budget de la Sécurité sociale). La militarisation de la société par le fascisme a pour but de brider toute velléité d'opposition aux peuples.

L'appareil médiatico-culturo-intellectuel, de plus en plus ouvertement inféodé aux oligarques financiers tente de construire un cadrage idéologique visant à la fois à décourager les résistances collectives (par la promotion de l'individualisme), la division des travailleurs entre eux (par l'islamophobie, la négrophobie et la promotion de l'héritage xénophobe colonial).

Attaquer le 1^{er} mai, c'est aussi vouloir l'effacement des victoires ouvrières contre l'exploitation capitaliste, dont le 1^{er} mai est un des principaux symboles.

C'est affirmer qu'aujourd'hui, le 1^{er} mai n'est qu'un jour comme les autres. Ni plus ni moins.

C'est pourquoi nous nous battons pour garder notre 1^{er} mai.

Non pas pour en faire une simple journée de fête et de commémoration de nos victoires, mais une journée offensive de lutte de notre classe contre celle qui l'exploite.

LE 28 AVRIL, « JOURNÉE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL » DOIT ÊTRE UNE JOURNÉE DE LUTTE SOCIALE DE CLASSE

En France, tous secteurs confondus, près de 1 300 personnes sont mortes en 2024 à cause de leur travail : 764 sur leur lieu de travail, 318 lors des trajets et plus de 200 suite à des maladies professionnelles reconnues. À cela s'ajoutent plus de 550 000 accidents du travail et des dizaines de milliers de maladies professionnelles. Derrière ces chiffres se trouvent des vies brisées, des familles touchées et une réalité sociale encore trop invisibilisée.



Ces drames ne relèvent pas seulement de la fatalité. Ils résultent d'une organisation du travail qui expose les salariés à des risques connus, alors même que les employeurs ont l'obligation légale d'assurer leur sécurité. Pourtant, cette obligation reste trop souvent insuffisamment respectée, la recherche de profit et la compétitivité passant avant la santé des travailleurs.

La dégradation des conditions de travail joue un rôle central : intensification des rythmes, hausse de la charge, pression constante et allongement des carrières usent les corps et les esprits. Le travail en équipes alternées, de nuit ou décalées, entraîne des effets reconnus (troubles du sommeil, risques cardiovasculaires, fatigue chronique) et réduit l'espérance de vie. Ces formes d'organisation concernent un nombre croissant de salariés.

Dans un contexte d'inflation et de perte de

pouvoir d'achat, beaucoup acceptent ces conditions : horaires pénibles mieux payés, heures supplémentaires, tâches sans formation adaptée. Dans ce système pervers, pour maintenir leur niveau de vie, les travailleurs s'exposent davantage à des risques durables. Certains en viennent à négliger des consignes de sécurité pour préserver leur emploi. Trop d'employeurs ferment les yeux tant que la production est assurée. En cas d'accident, la responsabilité est souvent rejetée sur les salariés, comme l'a illustré le drame de l'usine AZF à Toulouse.

Par ailleurs, une part importante de ces atteintes reste invisible : accidents non déclarés, maladies non reconnues, souffrance psychique sous-estimée. Cette invisibilisation est renforcée par des stratégies de communication. **Derrière des discours sur la « sécurité » ou la « responsabilité sociale », certaines entreprises valorisent leur image à peu de frais, sans traiter le problème.** Les panneaux indiquant les jours sans accident relèvent souvent du simple affichage. Il arrive même que des salariés soient incités à ne pas déclarer un accident en échange d'avantages, afin de préserver les statistiques et réduire les cotisations.

Face à cela, il est indispensable de renforcer la prévention, d'assurer l'application des obligations patronales et de donner davantage de moyens aux représentants du personnel. **La santé au travail doit être une priorité collective.**

Quant à l'Etat, ses réformes successives ont affaibli les protections, notamment avec la suppression du CHSCT en 2017, réduisant les moyens de défense des salariés.



Nombre d'accidents mortels enregistrés en Union européenne pour 100 000 travailleurs

0,38  3,6

Source : Eurostat

Le 28 avril, journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail, doit servir à rendre visibles ces réalités et à agir pour que le travail ne rime plus avec danger ou mortalité. C'est une lutte sociale essentielle : chaque travailleur a le droit à la sécurité physique et mentale au boulot !



Commission entreprise de l'URC

J'adhère à l'URC en renvoyant ce formulaire ou en flashant le qr code

Nom - Prénom :

Courriel :

Numéro de téléphone :

Je souhaite adhérer

Je souhaite simplement prendre contact



Bulletin à renvoyer à :

Union pour la reconstruction communiste (URC), BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18

C'EST QUOI EN FAIT LE TRAVAIL DES FEMMES ?

Pour les femmes, le travail revêt une dimension particulière, le plus souvent cachée car sans lui le système s'effondrerait : on l'appelle le **travail reproductif**.

La plupart des femmes aujourd'hui « travaillent », au sens où on l'entend habituellement. Mais elles prennent aussi en charge le **travail reproductif, qui est le fondement matériel de leur oppression**.

Le travail reproductif, c'est la reproduction de la force de travail, c'est à dire tout ce qui est nécessaire pour qu'un travailleur puisse travailler (soin, santé, éducation, repas, travail domestique, etc). La production capitaliste en dépend structurellement : les femmes établissent et renouvellent la force de travail nécessaire à l'accumulation du capital. Sans ce travail "invisible", les travailleurs ne sont pas en capacité d'aller travailler...

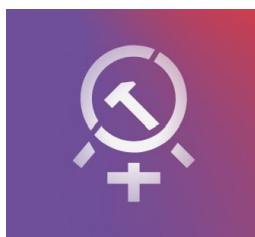
Dans cette configuration, le plus souvent l'homme est assigné à la **sphère productive**, la femme à la **sphère reproductive**, effectuant un travail "invisible", et pourtant indispensable, qu'il soit (mal) rémunéré (dans le travail du soin) — ou simplement non rémunéré (dans le travail domestique). Seul un féminisme de classe prenant en compte et combattant le mode de production capitaliste peut **combattre l'oppression des femmes dans leur ensemble**.

Nous ne voulons pas d'égalité formelle, peu nous importe que des femmes bourgeoises accèdent aux postes de direction. Nous voulons l'égalité réelle !



« A bas l'esclavagisme de cuisine.
A nous la nouvelle vie ! »

Après la Révolution russe de 1917, les tâches domestiques furent mises en commun avec la naissance de laveries collectives, cantines, crèches... bien entendu gratuites.



Commission femmes
de l'URC

Contactez-nous !

-  urc@communistesdefrance.fr
-  [@unionreconstructioncommuniste](https://www.instagram.com/@unionreconstructioncommuniste)
-  [URCommuniste](https://www.facebook.com/URCommuniste)
-  [@URCommuniste](https://twitter.com/URCommuniste)

URC



ISSN 2999-2095 - CPPAP 0309P11455 - éditeur Les amis de Rouge midi et de l'ANC - dépôt légal à parution
Imprimerie CCI, 9 av. Paul Héroult, 13015 Marseille
Directeur de publication : Charles Hoareau - Rédacteur en chef : Jean Pénichon